



Budget 2019 : la croissance faible complique l'équation du gouvernement



Tenir ses engagements budgétaires ou s'autoriser un premier dérapage, c'est le choix difficile de la rentrée.

Par **Benjamin Arnaud** Publié le 21 août 2018 à 15h38

Ce n'est pas encore la rentrée, que la casse-tête budgétaire pointe déjà le bout de son nez. Avec une croissance moins forte que prévue et une consommation en berne, le gouvernement se place dans une situation inextricable. Entre tenir ses promesses en faveur des ménages modestes et respecter ses engagements de réduction du déficit auprès de Bruxelles, l'équation semble compliquée. Emmanuel Macron se réunit mercredi avec le Premier ministre pour trancher.

En 2017, la croissance avait été plus forte que prévue, à 2,2%, mais cette année, elle devrait péniblement atteindre 1,6% selon de nombreux économistes, en-dessous du pronostic de 2% sur lequel tablait le gouvernement. Une croissance moins forte, c'est autant d'argent en moins pour l'Etat. Et une difficulté supplémentaire dans l'équation déjà délicate du budget 2019.

En cause notamment, un contexte international tendu, une consommation atone et un commerce extérieur toujours en berne. On ne sait encore rien des choix budgétaires que vont faire le président Emmanuel Macron et son Premier ministre Edouard Philippe. Mais Stanislas Guérini, député LREM et membre de la commission des finances, prévient :

"Il ne faut surtout pas casser le cadre favorable que nous avons commencé à créer pour la croissance, avec d'un côté des mesures en faveur du pouvoir d'achat et de l'autre pour la compétitivité des entreprises."

Des mesures pro-business coûteuses

Des mesures déjà prises et dont le coût se fait d'autant plus fort en cette rentrée. Parmi les mesures en faveur des entreprises, figure notamment la transformation du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse franche de cotisations patronales. Un manque à gagner de 20 milliards d'euros pour les caisses de la Sécurité sociale, que l'Etat va devoir compenser d'une manière ou d'une autre, s'il ne veut pas laisser filer le déficit.

La baisse progressive de l'impôt sur les sociétés a par ailleurs débuté en 2018, ce qui représente 11 milliards d'euros en moins d'ici 2022. Enfin, la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) fera perdre 3 milliards supplémentaires à l'Etat. Tout autant de mesures qui ont valu à Emmanuel Macron d'être qualifié par l'opposition de gauche de président des riches.

Un des leviers que le gouvernement pourrait actionner, c'est la réforme de l'Etat. Mettre le paquet sur "les réformes structurelles des ministères", comme le dit Stanislas Guérini.

"C'est dans la restructurations et la réorganisation, pour être plus efficace, qu'on ira chercher les réelles économies", affirme-t-il.

Dans le même temps, il tempère : "La réduction des dépenses publiques est très importante. Cependant, il ne faut pas être obsédé par le dixième de point en trop du déficit."

"Beaucoup d'effets d'annonce, peu de concret"

"On est dans le flou complet", juge sévèrement Vincent Eblé, sénateur PS et président de la commission des finances du Sénat. "Avec les baisses de prélèvements, notamment en faveur des plus riches, le gouvernement se contraint à maîtriser plus rigoureusement les dépenses."

"Mais pour le moment, on voit beaucoup d'effets d'annonce et peu d'éléments concrets."

Côté France insoumise, le député Eric Coquerel tient à faire remarquer "qu'encore une fois, les politiques libérales de l'offre et d'austérité n'ont aucun effet positif sur la croissance, ni sur le chômage."

A l'inverse, si la France s'en est mieux sorti que ses voisins pendant la crise, c'est grâce à "son niveau de dépense publique", défend-il.

"Je m'attends à ce que le gouvernement poursuive sa politique de coupes budgétaires. Quand on parle de réformes structurelles, c'est du blabla", lance l'élus de Seine-Saint-Denis. "En réalité, cela veut dire moins d'argent pour les services publics."

"Dans le dernier budget, la majorité a approuvé une baisse de 1,3 milliards d'euros pour les hôpitaux, on voit les dégâts !"

LIRE AUSSI > CSG, cotisations sociales : finalement on y gagne ou on y perd ?

Mais alors quelles solutions ? Augmenter les impôts ? Le gouvernement semble écarter d'emblée l'idée, alors que la hausse de la CSG a complètement effacé l'effet attendu de la baisse des cotisations salariales. Faire davantage d'économies sur les collectivités, déjà très remontées contre le gouvernement à cause du mécanisme limitant la progression de leurs dépenses ? Difficilement envisageable. Sabrer dans la Sécurité sociale ? Potentiellement explosif. Reste donc l'Etat, qui devrait prendre en charge une bonne partie des économies voulues par le gouvernement.

D'autant que plusieurs mesures coûteuses prennent pleinement effet en 2018. Comme la suppression de la dernière tranche des cotisations salariales pour le chômage, qui prendra effet le 1er octobre prochain, ou la fin de la taxe d'habitation dès cet automne.

Pas sûr que cela suffise à redonner du souffle à la consommation et à la croissance, d'autant plus que l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu pourrait provoquer un choc psychologique chez les Français. Voyant leur salaire amputé dès janvier, ils pourraient répercuter cette baisse du pouvoir d'achat sur leur niveau de consommation.

Benjamin Arnaud

EN BREF

ALERTE INFO Le chef de l'organisation Etat islamique appelle à poursuivre le "djihad", dans un message enregistré

21:08 Trump n'est "pas du tout inquiet" de ce que pourrait dire son ex-avocat

20:13 Combat de chefs à la Tour Eiffel : Alain Ducasse débouté, va en cassation

19:38 Fifagate : 4 ans de prison pour l'ex-patron du foot brésilien José Maria Marin

TOUT VOIR >

LES PLUS LUS

1 Réforme des retraites : "90% de la population n'aura jamais assez de points"

2 La poste belge veut mettre fin à la distribution quotidienne du courrier

3 Les embarrassants travaux immobiliers de Françoise Nyssen à Paris

4 Climat : les quatre années à venir vont être extrêmement chaudes

5 Asia Argento a payé un homme qui l'accusait d'agression sexuelle

CONTENUS SPONSORISÉS



PUBLICITÉ A partir de 0.40€ HT ...
Balle anti-stress personnalisée de couleurs différentes. Cette balle anti-stress est ...



PUBLICITÉ Apd 4€/jour Fiat Doblò
Travaillez comme un pro avec Fiat Doblò apd 4€/jour + 5 ans de garantie inclus

PARTENAIRES

PARTENAIRES



FIAT COUPE - 7400€
Annonces auto avec LaCentrale



SKODA FABIA - 12990€
Annonces auto avec LaCentrale



FIAT FREEMONT - 15900€
Annonces auto avec LaCentrale



CHEVROLET SUBURBAN - 24900€
Annonces auto avec LaCentrale

EN KIOSQUE



Je m'abonne



Marie-Anne Haour, fondatrice de Simiya : associer Design Thinking et coaching systémique pour accélérer l'innovation